

## 466554-2026 - Mise en concurrence

France – Services immobiliers – Assistance à la gestion d'un parc immobilier

OJ S 128/2026 07/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

### 1. Acheteur

---

#### 1.1. Acheteur

Nom officiel: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Adresse électronique: [mathieu.thomas@cea.fr](mailto:mathieu.thomas@cea.fr)

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Enseignement

### 2. Procédure

---

#### 2.1. Procédure

Titre: Assistance à la gestion d'un parc immobilier

Description: Le marché concerne la gestion d'un parc immobilier.

Identifiant de la procédure: 1a4e6070-c224-4cd6-be1e-7bbe9046a8f3

Identifiant interne: B26-04133

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: Le présent marché a pour objet la mise en place d'un accompagnement visant à assurer une gestion globale, optimisée et stratégique du parc immobilier du site CEA Valduc. Le Titulaire devra proposer des outils, des méthodes et des services permettant d'améliorer la connaissance, l'exploitation, la performance et la valorisation du patrimoine immobilier, dans le respect des obligations réglementaires applicables à une Installation Nucléaire de Base Secrète (INBS).

##### 2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 70000000 Services immobiliers

Nomenclature complémentaire (cpv): 70330000 Services de gestion de biens immobiliers pour le compte de tiers

##### 2.1.2. Lieu d'exécution

Adresse postale: Centre de Valduc

Ville: Is-sur-Tille

Code postal: 21120

Subdivision pays (NUTS): Côte-d'Or (FRC11)

Pays: France

Informations complémentaires: Conditions d'accès réglementées

##### 2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: La case « Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation » de la rubrique IV.1.1) « Type de procédure »

n'a été cochée que pour permettre la publication du présent avis au JOUE. Cette mention de nature technique n'a pas pour effet de soumettre le marché à la directive n° 2014/24/UE. En effet, compte tenu de son montant inférieur au seuil défini à l'article 4 de la directive précitée, le marché est passé selon une procédure adaptée, telle que définie à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique. 1/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 1.1/ Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. 1.2/ Documents DR : Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière «Diffusion Restreinte», visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE, les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 abrogée par l'arrêté du 9 août 2021. 1.3/ Le présent avis et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marchespublics.gouv.fr.2/> REMISE DES CANDIDATURES La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. Les candidatures doivent être remises par voie électronique : 2.1/ Les candidats doivent déposer leur candidature sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide"). 2.2/ Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis. 2.3/ Les renseignements peuvent être obtenus auprès de : Mr CONOT Tél : +33 358530676 (puis Mme JOVET Tél : +33 358530626 et en dernier lieu Mr THOMAS Tél : +33 380234934).

**Base juridique:**

Directive 2014/24/UE

**2.1.6. Motifs d'exclusion**

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Corruption: Les cas d'exclusion de la procédure sont prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

## 5. Lot

---

**5.1. Lot: LOT-0001**

Titre: Assistance à la gestion d'un parc immobilier

Description: Le marché concerne la gestion d'un parc immobilier

Identifiant interne: B26-04133

**5.1.1. Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 70000000 Services immobiliers

Nomenclature complémentaire (cpv): 70330000 Services de gestion de biens immobiliers pour le compte de tiers

#### **5.1.2. Lieu d'exécution**

Adresse postale: Centre de Valduc

Ville: Is-sur-Tille

Code postal: 21120

Subdivision pays (NUTS): Côte-d'Or (FRC11)

Pays: France

Informations complémentaires: Conditions d'accès réglementées

#### **5.1.3. Durée estimée**

Durée: 12 Mois

#### **5.1.4. Reconduction**

Nombre maximum de reconductions: 0

#### **5.1.6. Informations générales**

##### **Participation réservée:**

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

#### **5.1.9. Critères de sélection**

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Inscription à un registre du commerce

Description du critère de sélection: - CAPACITE ADMINISTRATIVE: Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature : le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent. le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente. Les attestations de régularité fiscales et sociales. Le document "Engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte déclinaison en règles de sécurité informatique" signé et approuvé par le candidat. Il est interdit de cumuler les candidatures : en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire; en tant que membre de plusieurs groupements. Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du Code de la commande publique téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espdl/filter?lang=fr>. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. - CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres : les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux

actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ; une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant. L'attestation doit obligatoirement être émise par la compagnie d'assurance et non par un courtier ; le chiffre d'affaire (CA) global et le CA concernant les services objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise candidate ; les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; en cas de candidature en groupement, le projet de convention de groupement. Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. La sous-traitance totale est interdite. - CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE : Le candidat (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) devra présenter : Les coordonnées de l'interlocuteur du candidat (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email) ; les moyens humains identifiant a minima les profils types (non nominatifs) des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations et diplômes pertinents ; Des références récentes, significatives et similaires à l'objet du marché, réalisées au cours des 3 dernières années. Le candidat démontrera la représentativité des références et les compétences de son organisation (ressources, moyens...). Devront notamment être précisés : la nature du marché, son montant, la date et le lieu d'exécution, les références du client et celles de la personne en charge du marché, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat ; Une plaquette de présentation de l'entreprise décrivant précisément son organisation ; Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années ; La présentation d'une organisation adaptée aux besoins en termes de qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité). Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il en apporte la preuve par tout moyen approprié.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:**

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 5

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 10

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

**5.1.11. Documents de marché**

L'accès à certains documents de marché est restreint

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.marchespublics.gouv.fr/>

**5.1.12. Conditions du marché public**

**Conditions de la procédure:**

Une habilitation de sécurité est requise

Description: Ce marché est un marché « Sensible » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 (IGI 1300) sur la protection du

secret de la défense nationale. En conséquence dans le cadre de l'exécution de ce marché, tous les personnels intervenants devront être titulaire d'un Laisser-passer Entreprises (LPE) délivré par la Cellule de Contrôle Gouvernemental du CEA, centre de Valduc. Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

**Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marchespublics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 28/08/2026 17:30:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

**Conditions du marché:**

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Sans objet

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué: Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit un groupement solidaire à défaut un groupement conjoint avec solidarité du mandataire. Le groupement retenu sera contraint de revêtir cette forme. Il est interdit de cumuler les candidatures, en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, y compris en tant que mandataire; en tant que membre de plusieurs groupements.

Arrangement financier: Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution, via le portail Chorus Pro de l'Etat (<https://choruspro.gouv.fr>).

**5.1.15. Techniques**

**Accord-cadre:**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique:**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours**

Organisation chargée des procédures de médiation: Tribunal administratif de Dijon

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Dijon

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Dijon

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Organisation qui traite les offres: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

## 8. Organisations

---

### 8.1. ORG-0001

Nom officiel: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Numéro d'enregistrement: 77568501900371

Adresse postale: Centre de Valduc

Ville: Is-sur-Tille

Code postal: 21120

Subdivision pays (NUTS): Côte-d'Or (FRC11)

Pays: France

Point de contact: Mathieu THOMAS

Adresse électronique: [mathieu.thomas@cea.fr](mailto:mathieu.thomas@cea.fr)

Téléphone: +33 380234934

Télécopieur: +33 380235202

Adresse internet: <https://www.cea.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

#### **Rôles de cette organisation:**

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

### 8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Dijon

Numéro d'enregistrement: 17210005900010

Adresse postale: 22, rue d'Assas - BP 61616

Ville: Dijon

Code postal: 21016

Subdivision pays (NUTS): Côte-d'Or (FRC11)

Pays: France

Adresse électronique: [greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr)

Téléphone: +33 380739108

Télécopieur: +33 380739134

#### **Rôles de cette organisation:**

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

### 8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg  
Code postal: 2417  
Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)  
Pays: Luxembourg  
Adresse électronique: [ted@publications.europa.eu](mailto:ted@publications.europa.eu)  
Téléphone: +352 29291  
Adresse internet: <https://op.europa.eu>  
**Rôles de cette organisation:**  
TED eSender

## Informations relatives à l'avis

---

Identifiant/version de l'avis: 5fa14fff-98b7-4da9-942b-eca3a17b2349 - 01  
Type de formulaire: Mise en concurrence  
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire  
Sous-type d'avis: 16  
Date d'envoi de l'avis: 06/07/2026 09:02:26 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT  
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français  
Numéro de publication de l'avis: 466554-2026  
Numéro de publication au JO S: 128/2026  
Date de publication: 07/07/2026